



ROYAUME DE BELGIQUE

Vice-Premier ministre
Ministre de la Coopération au Développement,
de l'Agenda numérique, des Télécommunications
et de la Poste

MINUTE-11/10/18-Peeters Annick

Votre personne de contact:

Annick Peeters

Tél: 02 501 47 16

Mail: annick.peeters@diplobel.fed.be

Madame Bernadette Van Raemdonck
Directrice du Département de coopération
internationale
Caritas International Belgique

Rue de la charité, 39
1210 Bruxelles

votre communication du vos références

nos références

date

D5.1/AP/HUM.04.04.01/2018.29

14288/2

à mentionner dans toute correspondance

06 NOV. 2018

Objet: Projets humanitaires (AB 14 54 52 35.60.83) – Octroi d'un subside d'un montant d'un 1.286.541 EUR à CARITAS - Projet: " Amélioration de l'accès aux services de base de qualité et aux besoins essentiels des populations vulnérables de la Région de Diffa, République du Niger "- PJ/2018/29- N°Prisma 1525

Madame,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement belge, à travers son Service Public Fédéral Affaires Etrangères – Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD), a décidé d'octroyer à Caritas International Belgique (CI.be), un subside de 1.286.541 EUR, sous les Termes et Conditions repris ci-dessous, pour financer l'intervention humanitaire suivante :

"Amélioration de l'accès aux services de base de qualité et aux besoins essentiels des populations vulnérables de la Région de Diffa, République du Niger"

Vous trouverez en annexe copie de l'Arrêté ministériel vous octroyant ledit subside sur base de :

- La Loi relative à la Coopération belge au développement du 19 mars 2013, modifiée par la loi du 9 janvier 2014;
- L'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif à l'aide humanitaire dans sa version en vigueur au 04 juillet 2018.

minutée par

Annick Peeters

nom et visa du chef de service a.i

Nora Loozen

nom et visa du directeur a.i

Koen Van Acoleyen

visa du président CD

.be

Termes et conditions du subsidie

1. Conditions de paiement

1.1 Le paiement de cette contribution se fera sur le compte en banque suivant :

Bénéficiaire: Caritas international de Belgique

Banque: BNP Paribas Fortis

Warandeberg 3

1000 Bruxelles

Code SWIFT: GEBABEBB

IBAN: BE41 2100 4714 7510

1.2 La contribution sera payée en une tranche après réception :

- De votre accord écrit sur les présents "Termes et conditions", adressé au Directeur général de la DG D (à l'attention de D5, Direction aide humanitaire et transition) - Rue des Petits Carmes, 15 - 1000 Bruxelles.

- Une déclaration de créance d'un montant de 1.286.541 EUR **doit être envoyée électroniquement à l'adresse invoice@diplobel.fed.be**

Une version électronique de ces deux documents sera également transmise au gestionnaire administratif (personne de contact mentionnée en en-tête de la présente lettre).

1.3 La demande de subvention pour le projet " Amélioration de l'accès aux services de base de qualité et aux besoins essentiels des populations vulnérables de la Région de Diffa, République du Niger ", complété par toute information technique demandée en sus par l'administration, la présente lettre, votre réponse marquant votre accord aux présents "Termes et Conditions", ainsi que la déclaration de créance constitueront la "convention spécifique" régissant les modalités de la présente opération.

2. Administration de la contribution

2.1 Le démarrage de l'opération d'une durée maximale de 12 mois, est fixé au 01/12/2018, date proposée par Caritas International Belgique dans son dossier technique et financier de demande de financement, à la condition impérative que cette date soit postérieure à la date de la signature de l'arrêté ministériel octroyant le subsidie.

Si l'arrêté ministériel octroyant le subsidie est postérieur à la date fixée dans le dossier technique, c'est la date de signature de l'arrêté ministériel qui déterminera le démarrage des opérations.

2.2 Cette opération devra respecter les prescriptions de la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération belge au développement telle que modifiée par la loi du 9 janvier 2014 ainsi que celles de l'Arrêté royal du 19 avril 2014 relatif à l'aide humanitaire tel que modifié par l'Arrêté royal du 14 juin 2017.

2.3 Elle devra en outre se faire conformément au dossier technique complété par les informations techniques demandées en sus par l'administration. L'utilisation de la contribution belge devra ainsi être conforme aux objectifs prévus dans ce dossier ainsi qu'au budget repris ci-dessous.



2.4 Le budget de l'opération se présente comme suit :

Code budget	Ligne budgétaire	Total coûts EUR	Budget par résultat		
			R1	R2	R3
1.	Investissements				
1.1	Total équipements et matériels	124.246	0	124.246	0
1.2	Total autres investissements	269.621	14.412	240.798	14.412
1.	Total investissements	393.867	14.412	365.044	14.412
2.	Ressources humaines				
2.1	Staff local	118.377	31.166	43.606	43.606
2.2	Expatriés	78.664	26.221	26.221	26.221
2.	Total ressources humaines	197.040	57.387	69.827	69.827
3.	Fonctionnement				
3.1	Fonctionnement véhicules	14.483	4.828	4.828	4.828
3.2	Frais de transport	19.117	6.372	6.372	6.372
3.3	Communication, visibilité, information	10.138	3.379	3.379	3.379
3.4	Bâtiments : location et maintenance	18.019	6.006	6.006	6.006
3.5	Formation - sensibilisation	20.428	508	9.503	10.417
3.6	Assistance alimentaire et Cash	520.156	520.156	0	0
3.7	Services externes	12.043	1.982	8.080	1.982
3.	Total frais de fonctionnement	614.385	543.232	38.168	32.985
4.	Autres coûts				
4.1	Suivi et évaluation	14.178	4.726	4.726	4.726
4.	Total autres coûts	14.178	4.726	4.726	4.726
	TOTAL	1.219.470	619.756	477.765	121.949
	INDIRECT COSTS (5,5%)	67.071			
	TOTAL GENERAL	1.286.541			

- 2.5** Si la bonne exécution du projet le requiert, l'organisation peut déplacer au maximum :
- 15% du montant des rubriques budgétaires générales entre elles;
 - 15% des rubriques budgétaires entre objectifs spécifiques;
 - 15% des rubriques budgétaires entre pays.
- Toute modification de plus de 15% des grandes rubriques du budget approuvé, devra préalablement recevoir l'accord écrit du Directeur général de la DG D.
- 2.6** La durée du projet humanitaire est fixée à 12 mois, une seule demande de prolongation de maximum 6 mois, clairement justifiée, peut être introduite auprès du Directeur de la Direction Humanitaire et Transition (D5) de la DG D.
- 2.7** Toute demande de modification des objectifs, de la zone de mise en œuvre ou des résultats, devra préalablement recevoir l'accord écrit du Directeur de la Direction Humanitaire et Transition (D5) de la DG D.
- 2.8** Tous les frais qui excèdent le montant octroyé pour le financement du présent projet, y compris les frais inhérents au taux de change, sont à charge de Caritas International.



- 2.9** Pour tous les achats effectués de plus de 30.000 EUR HTVA, tant localement que dans l'Union Européenne ou dans la région, trois firmes au moins auront été consultées et l'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue.
La preuve de cette consultation devra être jointe au décompte justifiant l'utilisation de la subvention.
- 2.10** La propriété des biens achetés sur le financement du projet sera transférée au partenaire local. Si l'administration l'a autorisé explicitement, une autre organisation humanitaire en charge de la continuité des activités mises en œuvre dans le cadre dudit projet peut obtenir la propriété à la fin réelle du programme.
- 2.11** Toute cession de créance relative à ce subside est interdite.

3. Justification et rapportage

3.1 Trois mois après la fin de l'opération au plus tard, l'utilisation de la subvention faisant l'objet de la présente lettre devra être justifiée par la production d'un rapport final qui comprend les documents suivants:

1° un rapport narratif axé sur les résultats, qui élabore les éléments suivants:

- a) une mise à jour des indicateurs qui permettent d'évaluer dans quelle mesure les résultats ont effectivement été réalisés;
- b) une description détaillée des activités mises en œuvre et des résultats obtenus;
- c) une description des activités qui ont dû être abandonnées ou modifiées ainsi que les raisons de ces changements;
- d) un récapitulatif des demandes d'avenant à la convention de base passée avec l'administration et les raisons qui les sous-tendent;
- e) un récapitulatif des leçons issues d'éventuelles problématique de fraude ou de corruption ainsi qu'une explication de la manière dont elles seront intégrées dans les procédures de l'organisation.

2° un rapport financier présentant un aperçu des revenus et des dépenses du projet par poste budgétaire et par objectif spécifique sur base des états comptables.

Ce rapport communiquera en outre le montant total des financements obtenus pour ce projet, en ce compris les éventuelles contributions d'autres bailleurs de fonds.

Rapport et compte seront certifiés "sincère et complet" par la personne physique habilitée à signer au nom de votre organisation.

3° une évaluation finale sur l'utilisation de la subvention;

4° un rapport d'audit externe.

A titre informatif une version électronique de ces documents sera également transmise au gestionnaire administratif (personne de contact mentionné en en-tête de la présente lettre).

3.2 Le partenaire s'engage à informer la DG D en cas (suspicion) de fraude ou de corruption active ou passive ainsi que les mesures qu'il a mis en œuvre pour atténuer et remédier aux éventuels problèmes identifiés.

3.3 Les rapports de l'audit externe et de l'évaluation interne ou externe seront envoyés en même temps que le rapport narratif final.



- 3.4** Les pièces justificatives originales relatives aux dépenses effectuées dans le cadre du présent subside sont tenues à la disposition du Service Public Fédéral Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, et de la Cour des Comptes, au siège de Caritas International;

Une copie de tous les extraits bancaires (classés chronologiquement) du compte bancaire spécifique sera jointe à cette comptabilité.

- 3.5** Tous les rapports justificatifs requis seront envoyés officiellement, à l'adresse postale suivante:

SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement
DGD, D5 - Direction Humanitaire et Transition
Rue des Petits Carmes, 15
1000 Bruxelles

A titre informatif, une version électronique de ces documents sera également transmise au gestionnaire administratif (personne de contact mentionnée en en-tête de la présente lettre).

- 3.6** Rapport et compte seront certifiés "sincère et complet" par la personne physique habilitée à signer au nom de votre organisation.
- 3.7** Les responsables de Caritas International et les responsables locaux devront pouvoir fournir aux représentants de l'Ambassade de Belgique toutes les informations concernant l'utilisation des fonds issus du présent subside, ainsi que sur l'état d'avancement de l'intervention précitée.

4. Interprétation et litiges

- 4.1.** Tout litige concernant l'interprétation ou la mise en œuvre de cette contribution sera réglé via une négociation ou tout autre moyen non-judiciaire en ce inclus l'arbitrage. Si, à tout moment, l'une des parties considère que l'objet de cette lettre-convention ne peut plus être exécuté de manière efficace ou appropriée, le présent accord peut être résilié à l'initiative de chacune des parties avec notification d'un préavis de trois mois. Néanmoins, les obligations contractuelles entre le partenaire (Caritas International) et des tiers, préalables à la réception de cette résiliation, ne seront pas affectées par cette résiliation.

5. Visibilité

- 5.1.** En ce qui concerne la visibilité à accorder à cette opération, et pour autant qu'elle ne mette pas en danger la mise en œuvre d'une action humanitaire impartiale, neutre et indépendante, l'accès aux bénéficiaires ou la sécurité de ceux-ci ou des acteurs humanitaires mêmes, la contribution du gouvernement belge devra être clairement mentionnée tant au niveau des populations assistées, des autorités locales et des autres bailleurs de fonds qu'au niveau des médias au sens large (dans toutes les communications concernant cette opération à la radio, la télévision, la presse écrite, internet, etc.).

Les emballages et caisses contenant les fournitures destinées à la population-cible de l'opération devront porter la mention "Don du Gouvernement belge". Cette inscription devra aussi être libellée dans la langue des bénéficiaires.



6. Correspondance

Les bureaux responsables pour toute communication sont :

Pour Caritas
Caritas International Belgique
Rue de la Charité 43
1210 Bruxelles

Pour la Belgique
Service D5.1 – Aide Humanitaire
DGD
SPF Affaires Etrangères

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



Alexander De Croo

Annexe(s):

- Copie de l'Arrêté Ministériel.

